fr

Press release | 10.05.2011

Nucléaire en France

Mobilisation franco-allemande pour la fermeture de Fessenheim

Le 6 avril dernier, lors d'une conférence de presse, **Sandrine Bélier**, **Franziska Brantner** et **Rebecca Harms** appelaient à tirer les leçons de la catastrophe nucléaire de Fukushima et demandaient la fermeture de Fessenheim.

Afin d'appuyer et de relayer cette demande forte tant des élus que des associations et des populations françaises, allemandes et suisses, elles ont invité leurs collègues députés élus de l'Alsace et du Bade-Wurtemberg à signer une lettre ouverte à Monsieur le Président de la République française.

Sept députés européens (Groupe des Verts européens et groupe des Sociaux démocrates) se sont joints à la démarche et appellent à la fermeture immédiate de Fessenheim.

La fermeture de Fessenheim est un devoir que nous dicte le principe de précaution au vu des risques présents et de la dangerosité de l'installation pour le bassin de population installé à proximité. C'est aussi une opportunité pour transformer ce site en zone pilote de recherche-développement qui permettrait de mettre en œuvre des savoir-faire et des technologies innovantes, générateurs d'emplois et nécessaires au démantèlement des centrales nucléaires.

Notre responsabilité envers les générations futures exige de mettre en œuvre une transition énergétique à la hauteur des enjeux actuels sur nos territoires européens et régionaux.

Lettre Ouverte à Monsieur le Président de la République Française pour la fermeture de Fessenheim

Monsieur le Président, La centrale nucléaire de Fessenheim est la plus ancienne de France encore en activité. Initialement conçue pour ne durer que 20 ans, un de ses deux réacteurs rentrera cette année dans sa 34ème année de service. Sujette à 4 fois plus d'incidents que n'importe quelle autre centrale, sa vétusté et ses caractéristiques techniques obsolètes attestent de sa dangerosité.

Monsieur le Président, vous avez déclaré à Gravelines que Fukushima «n'est pas un accident nucléaire» en rappelant que la Japon a fait face à un « tsunami invraisemblable». Monsieur le Président, l'eau peut arriver en grande quantité jusqu'à la centrale de Fessenheim, car elle se situe en dessous du niveau du canal d'Alsace, avec des possibilités d'inondations en cas de rupture de digues ou par une crue non prévue. Cette centrale est également construite sur une faille sismique. Le cabinet suisse « Résonance », missionné par

l'autorité de surveillance a d'ailleurs conclu à un risque de séisme sous évalué.

Dans un périmètre de 30 km autour de Fessenheim vivent 930 000 habitants. Poursuivre son exploitation, c'est prendre un risque direct et durable pour un bassin de population cinq fois supérieur à celui de Fukushima.

Au cours de ces dernières semaines, tant en France qu'en Suisse ou en Allemagne, pays directement menacés par le risque nucléaire lié à Fessenheim, de nombreuses municipalités et collectivités territoriales se sont officiellement prononcées pour la fermeture de cette centrale.(1) Le Land du Bade-Wurtemberg a par ailleurs déjà annoncé la fermeture définitive de la centrale voisine de Neckarwestheim. Les Etats allemand et suisse étudient de leur côté une sortie durable du nucléaire.

Monsieur le Président, nous, parlementaires européens français et allemands et particulièrement les élus sur les territoires de l'Alsace et du Bade-Wurtemberg, nous vous demandons de refuser la poursuite de l'exploitation pour dix années supplémentaires de la centrale de Fessenheim et d'engager immédiatement sa fermeture. C'est un devoir que nous dicte le principe de précaution. Fermer Fessenheim est une mesure de bon sens pour la sécurité de tous et une réponse à la forte demande citoyenne de toutes les populations des rives du Rhin.

Les associations régionales alsaciennes, badoises et suisses œuvrent sur le terrain depuis de nombreuses années pour informer sur le risque nucléaire que présente cette centrale. Le succès des dernières mobilisations citoyennes (notamment plus de 6000 personnes le 11 avril 2011, entre 6000 et 9000 personnes le 25 avril dernier) et de la pétition « Arrêtez Fessenheim » (2) attestent de la nécessaire prise en compte de l'attente et des inquiétudes de chacun.

La fermeture de Fessenheim est l'occasion de transformer durablement ce site peu rentable (en arrêt 40% du temps) en zone pilote de recherche-développement qui permettra de mettre en œuvre des savoir-faire et des technologies innovantes, générateurs d'emplois et nécessaires au démantèlement des centrales nucléaires.

C'est un premier pas vers un débat européen à la hauteur des enjeux pour l'avenir des générations futures. En construisant l'Europe, nos pères ont su anticiper les évolutions et les enjeux d'aujourd'hui. Notre capacité à nous projeter dans l'avenir et à innover sera de mettre en œuvre une transition énergétique vers les énergies renouvelables, de développer un nouveau savoir-faire industriel sur lequel se fondera un nouveau dynamisme pour l'ensemble du secteur énergétique français, allemand et européen.

Monsieur le Président, la rencontre de la France et de l'Allemagne ont été des moments essentiels de la construction européenne. Aujourd'hui, il faut ensemble rompre le confort des habitudes. Notre histoire nous oblige à ces actes responsables et courageux.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de notre plus haute considération.

Signataires :

Sandrine Bélier, Groupe des Verts européens, élue d'Alsace
Franziska Brantner, Groupe des Verts européens, élue du Bade-Wurtemberg
Evelyne Gebhardt, Groupe des Sociaux démocrates, élue du Bade-Wurtemberg
Rebecca Harms, Co-présidente du Groupe des Verts européens
Heide Rühle, Groupe des Verts européens, élue du Bade-Wurtemberg
Peter Simon, Groupe des Sociaux démocrates, élu du Bade-Wurtemberg
Catherine Trautmann, Groupe des Sociaux

---

(1) Parmi celles-ci, Conseil Régional De Franche-Comté, la Communauté urbaine de Strasbourg, les villes de Strasbourg, Niederrœdern, Saverne, Sélestat, Muttersholtz, Dieffenbach au Val, Ostwald, Communauté de communes du canton de Villé, Breitenbach, Hégenheim, Rixheim, Bellemagny, Manspach, Guevenatten, Wittenheim, Wissembourg, Kingersheim, Kaysersberg, Wattwiller (France), Kehl (Allemagne), les Cantons de Bâle Ville, Bâle Campagne, du Jura (Suisse).

(2) www.stopfessenheim.net

Recommended

Press release

@gettysignature



U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…

04.11.2026

Press release



Conservatives and Social Democrats Put Jobs at Risk

22.10.2026

Press release

© Eva Serrabassa



[Data centres: Tech companies must no longer be allowed…]

21.09.2026

Press release

Leonid Andronov



The EU puts railways on track for better future

19.05.2026

Responsible MEPs



Rebecca Harms

Member

Please share

- E-Mail